

SOUDAN DU SUD FACE À LA GUERRE CIVILE : Recomposition géopolitique du théâtre des rivalités des puissances

Par Agenonga Chober et Bahinduka Besisa

(Le premier prépare un Doctorat en Relations internationales de l'Université de Kisangani et le second prépare un DEA dans la même filière)

Résumé/Abstract

Le basculement du Soudan du Sud dans une spirale de violences a levé le voile sur les rivalités d'intérêts des puissances régionales et extra-régionales. Cet épisode a entraîné le glissement du théâtre des conflits de la région des Grands Lacs vers cette partie de l'Afrique.

Dès lors, la seule proximité géographique paraît bancal au chercheur pour rendre compte de la complexité d'enjeux qui sous-tendent la mobilisation effrénée de certaines puissances pourtant excentrées à ce jeune État. D'où la relance de débat sur la recomposition géopolitique régionale.

- Pourquoi le Soudan du Sud est-il devenu un théâtre de rivalités des puissances étrangères ?
- De quels moyens ces protagonistes disposent-ils pour atteindre leurs objectifs ?
- Quelles sont les conséquences qui en découlent ?

Ce sont là les préoccupations que cette note tente de passer au crible.

The toppling over of South Sudan in a spiral of violence raised the veil on the rivalries of interests of the regional and extra regional powers. This episode entailed the slip of the theater of the conflicts of the region of the Great Lakes toward this part of Africa.

From then on, the only geographical proximity appears shaky to the researcher to give account of the complexity of stakes that yet underlies the wild mobilization of some powers eccentric to this young State. From where the raise of debate on the regional dynamics.

- Why did the South Sudan become a theater of rivalries of the foreign powers?
- What means do these protagonists have to reach their objectives?
- What are the consequences who ensue some?

These are there the preoccupations that this note tempts to review with the fine-toothed comb.

Mots clés/keywords: Soudan du Sud, conflits, allies, intérêt/South Sudan, conflict, allied, interest

I.2. Origine de la guerre civile du Soudan su Sud

L'indépendance du Soudan du Sud le 9 juillet 2011 a dramatiquement déçu l'espoir des irénistes. Pour autant, elle est loin de contribuer à la stabilité de la région, témoignant d'un nouvel épisode de violences dont l'issue reste très incertaine.

En effet, le Soudan du Sud a accédé à son indépendance sur fond de méfiance et de suspicion entre le Président de la République, Salva Kiir et son vice-président, Riek Machar¹.

Les deux acteurs, jadis peu connus du monde, ont émergé après la disparition tragique du leader de l'Armée Populaire de Libération du Soudan (SPLA) et le père de l'indépendance, John Garang, le 31 juillet 2005, dans un crash d'avion alors qu'il rentrait de Kampala en Ouganda.

Orpheline de son président, la SPLA a porté son choix sur Kiir pour succéder au défunt leader. Issu de la communauté Dinka, précisément de la région de Warapp, Kiir a désigné Machar, originaire de la communauté Nuer comme vice-président.

En juillet 2013, deux ans après l'indépendance du Soudan du Sud, Kiir a soupçonné Machar, à tort ou à raison, d'ourdir un putsch contre lui, entraînant son limogeage.

Désormais sur le fil du rasoir à Juba, Machar après sa disgrâce, s'est vu contraint à l'exil en Éthiopie. Le divorce étant déjà consommé entre les deux leaders, Machar a appelé l'armée à renverser le régime de son rival. Si cette déclaration n'avait guère troublé le sommeil à Salva Kiir, Machar s'est révélé une sérieuse menace en décembre 2013 et ce, après avoir déclenché une rébellion. Cet épisode marque la création de son mouvement dénommé « Armée populaire de libération du Soudan en Opposition (SPLA/IO) » qui a conquis de régions stratégiques du pays. Dès lors, le Soudan du Sud a amorcé sa descente aux enfers.

Sous la houlette de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), les deux protagonistes ont signé plusieurs accords de paix à Addis-Abeba mais torpillés à maintes reprises. Finalement, c'est en avril 2016 que Machar, reconduit à son poste de vice-président à l'issue de l'accord de paix du 15 août 2015 a regagné Juba, avec 1470 militaires commis à sa garde, pour reprendre sa fonction².

Le retour de Machar à Juba n'a pas non plus favorisé le dénouement de la crise. En revanche, il a révélé que la cohabitation au sommet de l'État entre les deux hommes constituait un nœud gordien de stabilité institutionnelle. Pour autant, à la veille de la célébration du cinquième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, le 8 juillet 2016, de violents affrontements ont éclaté entre les troupes de deux hommes. Le bilan de trois jours d'affrontements (du 8 au 11 juillet 2016) a fait état de trois cents personnes environ tuées et de centaine de blessés³.

Cependant, la puissance de feu de l'armée loyaliste acquise à Kiir a précipité la débâcle de Machar, le contraignant à prendre la poudre d'escampette.

Exfiltré par la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (Monusco) de la région frontalière avant d'être transféré à Kinshasa, Machar a fui le Soudan du Sud. Il séjourne désormais avec sa famille et quelques proches collaborateurs en exil à Khartoum.

¹ Jean-Jacques Wondo, *Enjeux (géo)politiques du passage du chef rebelle sud-soudanais Riek Machar et de la présence de ses troupes en RDC*. Lien déjà cité.

² A. Agenonga Chober, *La géopolitique d'une Afrique en ébullition, la Région du Centre, nouveau laboratoire des opérations de maintien de la paix ? Regard sur la RCA, la RDC et le Soudan du Sud*, Paris, Edilivre Éditions, 2016, p.177.

³ Human Right Watch, *Soudan du Sud : Meurtres, viols et pillages à Juba*. Disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2016/08/2015/soudan-du-sud-meurtres-viols-et-pillages-juba>, consulté le 10 octobre 2016.

Dans la foulée, plus d'un millier d'hommes en uniforme combattant à ses côtés ont traversé la frontière congolaise, cantonnés à Dungu, puis à Isiro, avant d'être désarmés et relocalisés à Munigi (Nord-Kivu)⁴.

Le revers de Machar a entraîné son remplacement par un de ses proches collaborateurs, Taban Deng Gaï, ancien ministre des Mines et un bras droit qui a participé activement aux accords politiques entre le président et son vice-président⁵. Deng Gaï était l'un des commandants rebelles au plus fort de la guerre de sécession du Soudan et gouverneur de l'État pétrolier d'Unité (Nord)⁶.

Dans son asile à Khartoum, Machar n'a cessé de multiplier des discours va-t-en-guerre contre Kiir dont il qualifie le pouvoir de « fasciste » et le régime de « voyou », appelant ses hommes à se réorganiser pour le combattre. De quel moyen dispose-t-il pour tenir le coup face à son rival ?

Il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'il dispose d'une large base de soutien du fait de différentes allégeances des commandants des forces en présence. Dans les États du Haut Nil, de l'Unité et de Jonglei, Machar dispose des forces qui lui semblent encore fidèles⁷. De plus, de nouvelles milices (Ferti et Salamat) issues de la communauté Shilluk contestent depuis peu, armes à la main, le pouvoir de Juba⁸. Même si ces groupes n'ont pas formellement fait allégeance à Machar, entre les Shilluk et les Nuer, communauté d'appartenance de Machar, il a souvent existé des affinités.

Il importe également de souligner que la guerre du Soudan du Sud est au cœur des intérêts des puissances étrangères. C'est dans le point suivant que cette question est abordée.

II. Guerre civile au Soudan du Sud et théâtre des rivalités des puissances

La guerre civile au Soudan du Sud traduit les divergences des intérêts des puissances étrangères qui ont mobilisé les moyens pour soutenir les protagonistes nationaux. Dans les points suivants, ces convergences et/ou divergences d'intérêts sont examinées.

II.1. États du champ et rivalités d'intérêts

La radioscopie d'interactions permet de dégager deux blocs qui se sont construits autour du Soudan du Sud. D'un côté, les puissances soutenant Salva Kiir et de l'autre, les puissances antagoniques.

⁴ Agenonga Chober, *Le désengagement des Casques Bleus des Nations Unies en RD.Congo : Un pari risqué pour la paix et la sécurité internationales ?* Düsseldorf (Allemagne), Editions Universitaires Européennes, 2018, p.254.

⁵ RFI, *Soudan du Sud : la présidence pourrait tirer profit de l'absence de Riek Machar*. Disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160722-soudan-sud-ultimatum-salva-kiir-riek-machar>, consulté le 10 octobre 2016.

⁶ AFP, *Machar reçoit le soutien du mouvement*. Disponible sur <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/476170/soudan-du-sud-soudan-du-sud-machar-recoit-le-soutien-de-son-mouvement>, consulté le 2 décembre 2016.

⁷ Rapport spécial du Secrétaire général sur l'examen du mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud du 10 novembre 2016 (S/2016/951), pp.3-4.

⁸ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1444, 10 février 2017, p.3.

II.1.1. Construction d'alliances autour de Juba

Le Soudan du Sud a assisté à une sorte de coordination des alliances entre les puissances régionales qui apportent leurs soutiens au régime de Juba, en l'occurrence l'Ouganda, l'Égypte et le Kenya.

II.1.1. Rapports étroits entre Juba et Kampala

Il ne fait nul doute que Yoweri Kaguta Museveni, président ougandais, soutient ouvertement Salva Kiir. À travers ce soutien, il entend préserver des intérêts vitaux à la fois stratégiques et économiques.

II.1.1.1. Les intérêts stratégiques de Kampala au Soudan du Sud

Le Soudan du Sud est une chasse-gardée de l'Ouganda. À ce titre, Kampala évite tout basculement de cet État dans l'orbite soudanaise.

Soutenir Juba constitue, pour Kampala, un enjeu ultra prioritaire visant à contrecarrer l'influence du Soudan dans la région. Pour autant, Khartoum garde encore une marge de manœuvre importante pour contrôler économiquement le Soudan du Sud. Pour s'en convaincre, le pétrole du Soudan du Sud, principal pourvoyeur en devise étrangère à plus de 90% dépend, pour son exploitation, du pipeline et de la raffinerie du Soudan. En outre, le Soudan garde encore la mainmise sur une zone frontalière non encore délimitée mais assez riche en ressources naturelles. Sur ce, il faut noter que le Soudan du Sud a accédé à son indépendance sur fond de litige frontalier avec son voisin du Nord (le Soudan)⁹. La frontière entre les deux États est sujette à des contestations dans la mesure où il n'existe pas une démarcation claire et consensuelle sur la ligne frontalière couvrant les zones ci-après :

- Abyei, une zone stratégique regorgeant des réserves de pétrole ;
- La frontière Malwal-Riegat entre le Sud du Darfour et les États de Bahr-El-Gazal ;
- La zone Kafia Kingi et Hofrat en-Nahas du sud du Darfour et les États de Bahr-El-Gazal marquant l'ancienne frontière mais administrée comme partie d'un État du Nord dans le Sud du Darfour et qui doit être restitué à l'État du Bahr-El-Gazal occidental au Soudan du Sud ;
- Les champs pétrolifères de l'Unité et du Kordofan méridional ;
- Les zones agricoles mécanisées le long des frontières de l'État du Haut-Nil avant l'indépendance ;
- La limite Nord de l'État du Haut-Nil.

Ces zones dont le statut est contesté sont la plaque tournante de mouvements difficilement contrôlables et qui ignorent superbement les frontières. C'est le cas des mouvements des éleveurs saisonniers en quête de pâturages pour paître leur cheptel ou pratiquer la chasse et des mains-d'œuvre migrantes se déplaçant du Nord vers le Sud. La quête des terres arables, les transhumances saisonnières et la manne pétrolière dans cette région frontalière où les bornes géodésiques sont illisibles sont autant de facteurs susceptibles d'alimenter les risques d'une confrontation entre les deux États.

⁹ Adolphe Agenonga Chober, *La Géopolitique d'une Afrique en ébullition : la région du Centre, nouveau laboratoire des opérations de maintien de la paix ? Regard sur la RCA, la RDC et le Soudan du Sud*, Paris, Edilivre Éditions, 2017, p.213.

Un tel scénario menacerait la sécurité d l'Ouganda dès lors que plusieurs mouvements rebelles opposés au régime de Kampala ont bénéficié du soutien de Khartoum.

Ainsi donc, pour limiter les ambitions hégémoniques de Khartoum sur Juba, Kampala utilise le Soudan du Sud pour armer deux mouvements rebelles farouchement opposés à Khartoum. Il s'agit du *Sudan People's Liberation Movement-North* (SPLM-N) opérant à partir du Kordofan et de *Blue Nile*, ainsi que du *Justice and Equality Movement* (JEM) dont le bastion se trouve au Darfour. Kiir laisse libre cours au transit des armes et munitions provenant de Kampala à travers son territoire à destination des rébellions susmentionnées¹⁰.

II.1.1.2. Les intérêts économiques de l'Ouganda au Soudan du Sud

Les intérêts économiques ougandais au Soudan du Sud ne sont pas à démontrer, imposant l'Ouganda comme un partenaire économique incontournable. Dès lors, le Soudan du Sud apparaît comme un débouché économique pour Kampala.

Il se développe, entre les deux États, plusieurs transactions commerciales. L'Ouganda exporte vers le Soudan du Sud de nombreux produits, parmi lesquels le café, les véhicules, l'acier et des produits manufacturés. Le volume de cette exportation rapporte plusieurs millions de dollars américains à l'Ouganda¹¹.

De plus, le Soudan du Sud est une des destinations à de milliers des Ougandais qui s'y sont établis. Ce sont des perspectives économiques offertes par ce pays qui ont permis aux Ougandais de s'y établir en vue d'y développer leurs activités économiques.

C'est la raison pour laquelle, face aux menaces de la rébellion dirigée par Machar contre le régime de Juba, Kampala a dû déployer des milliers de soldats pour appuyer l'armée sud-soudanaise à conquérir les villes stratégiques aux mains des forces rebelles et de sécuriser le champ pétrolier situé à la frontière avec le Soudan.

Sur ce, il y a lieu de souligner que la guerre au Soudan du Sud a porté un coup sévère à la santé économique ougandaise. Elle a provoqué la réduction de la croissance de PIB de l'Ouganda à l'exercice 2013-2014, à 4,7%, contrairement aux projections estimées à 6%. Cette contre ou sous-performance a eu d'incidences directes sur les transferts de fonds des Ougandais travaillant au Soudan du Sud vers leur pays d'origine, soit une baisse de 30%, entraînant la réduction de la croissance du PIB ougandais de 0,2-0,3 point de pourcentage¹².

II.1.2. L'Égypte, un acteur clé dans les rivalités au Soudan du Sud

L'enjeu important pour l'Égypte reste la préservation du « *Traité des eaux du Nil* », un accord signé en 1929 avec la Grande-Bretagne lorsque les deux puissances exerçaient le condominium sur le Soudan. Cette convention bilatérale a été consolidée par l'accord de 1959

¹⁰Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1436, le 4 octobre 2016, p.3.

¹¹ IRIN, *Des intérêts régionaux en jeu dans la crise au Soudan du Sud*, <http://www.irinnews.org/fr/report/99811/des-int%C3%A9r%C3%AAts-r%C3%A9gionaux-en-jeu-dans-la-crise-au-soudan-du-sud>, consulté le 15 février 2017.

¹² Frontier Economics et al., *Soudan du Sud, le coût de la guerre : estimations des coûts économiques et financiers associés à la perpétuation du conflit*, rapport publié à janvier 2015, p.8.

entre l'Égypte et le Soudan à l'issue duquel Le Caire devrait contrôler jusqu'à 90% de l'eau¹³. Pour éviter d'éventuelles contestations de cet accord par Juba après l'indépendance du Soudan du Sud, Le Caire est au cœur du jeu politique et géopolitique au Soudan du Sud qui reçoit des soutiens militaires (armes et munitions) de l'Égypte dans le cadre du conflit qui oppose Le Caire à Addis-Abeba au sujet du *Grand Ethiopian Renaissance Dam* (GERD) et du contrôle des eaux du Nil. En contrepartie, Juba laisse les Égyptiens réaliser des travaux hydrauliques à hauteur des rivières de Jur dans le Western Equatoria et Lol dans le Northern Bahr el Ghazal¹⁴. De plus, Juba a acquis de véhicules blindés *Panthera* auprès d'un Égyptien représentant d'*Egypt and Middle East for Development*¹⁵.

Par ailleurs, il faut souligner que depuis janvier 2017, Le Caire a mis à la disposition de Juba un Antonov utilisé pour bombarder les abords de Malakal aux mains des forces rebelles de Riek Machar¹⁶.

Aussi, l'Égypte a-t-elle mobilisé une diplomatie tentaculaire pour obtenir les soutiens d'autres États en faveur de Juba. Lors de leur rencontre à Entebbe (Ouganda) le 18 décembre 2016, le président égyptien, Abdelfattah al-Sissi et le président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, ont signé un accord de coopération militaire dont l'enjeu principal consiste à offrir leur soutien à Kiir. À cette fin, Le Caire s'est engagé à déployer 4 000 soldats au Soudan du Sud.

Au-delà des ambitions de Museveni de construire une vaste coalition pour soutenir Juba et contrebalancer le poids du Soudan dans la région, Kampala a approuvé ce soutien en vue de faire face aux menaces d'expansion grandissantes des Frères musulmans sur son territoire¹⁷. L'Ouganda est parmi les pays où les Frères musulmans ont beaucoup investi ces dernières années. Cette organisation a débloqué plus de deux cents milles dollars américains pour la construction de *Bilal Islamic Institute* et d'un hôpital à Kakiri. Ce projet est exécuté par une organisation appelée *Kituli* que Kampala a soupçonnée de favoriser la radicalisation de ses fidèles. *Kituli* a vu sa mosquée détruite par les services de sécurité ougandais et ses imams embastillés.

Il n'est pas à exclure que ces motivations de Kampala proviennent de son rapprochement avec Le Caire qui, après l'éviction du Président Mohamed Morsi par al-Sissi, s'en est pris aux Frères musulmans, son organisation¹⁸. Morsi, le riche homme d'affaire et ancien président égyptien démocratiquement élu, croupit derrière le verrou, après avoir été évincé par la junte dirigée par son ancien chef d'état-major et actuel président, le général al-Sissi.

II.1.3. Le Kenya, un parrain du régime de Juba

Nairobi est l'un de grands alliés de Juba dans la région. L'étalon de mesure de cette alliance se traduit par son poids sur la balance du processus de paix au Soudan du Sud, justifiant de la

¹³ Khabure, L., *Des sociétés prises au piège : conflits et enjeux régionaux : Tchad, République Centrafricaine, Soudan, Soudan du Sud*, Nairobi, février 2014, p.63.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1439, 25 novembre 2016, p.4.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1444, 10 février 2017, p.3.

¹⁸ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1441, 23 décembre 2016, p.4.

¹⁸ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1442, 13 janvier 2017, p.4.

¹⁸ *Ibidem.*

mobilisation d'un millier de ses soldats au sein des forces onusiennes au Soudan du Sud (MINUSS) dont il a assuré le commandement.

Le dernier rapport des Nations Unies rédigé par le général néerlandais à la retraite, Patrick Cammaert, ayant entraîné la révocation du commandant kenyan de la MINUSS, le général Johnson Mogo Kimani Ondieki, a provoqué le désengagement du contingent kenyan de la MINUSS¹⁹. La chaîne de commandement de cette dernière a été accusée d'être entachée de faille, conduisant l'ONU à congédier Ondieki²⁰.

Le Kenya, à l'instar de l'Ouganda, n'entend pas laisser le Soudan du Sud échapper à sa zone d'influence. Les relations commerciales entre Nairobi et Juba n'ont cessé d'accroître. Le volume d'investissements du Kenya témoigne de gros intérêt dont il dispose, le poussant à éviter que le Soudan du Sud ne bascule dans la zone d'influence soudanaise.

Les Kenyans disposent des investissements dans les secteurs bancaires, technologiques, hôteliers, des assurances, d'aviation, et agropastoral (gros et petits bétails) au Soudan du Sud.

En outre, Nairobi a entrepris des démarches auprès de Juba afin de cesser de dépendre des infrastructures pétrolières du Soudan. Pour cela, il lui a proposé la construction des routes, des voies ferrées et des oléoducs qui alimenteraient un nouveau port géant à Lamu sur l'océan indien.

Nairobi de mèche avec Kampala, se sont lancés à la traque des proches de Machar qui, aussitôt arrêtés, sont livrés à Juba. Le cas emblématique est celui de James Katdet Dak, représentant de Machar à Nairobi tombé en disgrâce après avoir été jugé *persona non grata*. Il a été renvoyé par Nairobi à Juba le 2 novembre 2016 puis mis aux arrêts²¹. Les exemples sont légions.

II.1.2. Le Soudan, l'Éthiopie et l'Érythrée, un bloc antagoniste

II.2.1. Addis-Abeba et Asmara, une position floue dans les conflits au Soudan du Sud

Certaines analyses attestent d'une collusion possible, entre les forces rebelles d'une part, Addis-Abeba et Asmara, d'autre part²². Il pourrait donc s'agir tout de même d'un rapport incestueux dans la mesure où les relations restent tendues entre les deux capitales, en dépit de la convergence de leurs soutiens aux forces rebelles de Machar. En Somalie, les deux puissances s'affrontent indirectement du fait que l'Éthiopie soutient le gouvernement de Mogadiscio alors qu'Asmara est sous embargo onusien pour les soutiens apportés aux milices islamistes.

¹⁹ AFP, *Le Kenya débute le retrait de ses Casques bleus au Soudan du Sud*. Disponible sur <http://fr.africanews.com/2016.com/2016/11/09/le-kenya-debute-le-retrait-de-ses-casques-bleus-au-soudan-du-sud>, consulté le 23 novembre 2016.

²⁰ ONU, *Soudan du Sud : Ban Ki-moon affligé par les conclusions de l'enquête de l'enquête sur la réaction de la MINUSS aux violences à Juba en juillet*. Disponible sur <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID>, consulté le 23 novembre 2016.

²¹ Jeune Afrique, *Soudan du Sud : Riek Machar s'inquiète du sort de l'un de ses représentants expulsé du Kenya vers Juba*. Disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/371504/politique/soudan-sud-riek-machar-sinquiete-sort-de-lun-de-se-representants-expulses-kenya-vers-djoub/>, consulté le 23 novembre 2016.

²² Libre Afrique, *La crise du Soudan du Sud, la vérité est ailleurs*. Disponible sur <http://www.librefrique.org/zakribledie-crisessoudandusud-270716>, consulté le 15 septembre 2017.

D'autres indicateurs d'un éventuel soutien d'Addis-Abeba à Machar se traduisent par les actions économiques de ce dernier en Éthiopie. Machar possède des propriétés, des biens, des comptes bancaires et divers investissements économiques dans ce pays²³. En plus, sa communauté d'appartenance s'étend jusqu'en Éthiopie, faisant redouter que ses frères Nuer de l'autre côté de la frontière soient tentés de lui prêter mains fortes. Il faut rappeler qu'en avril 2016, les affrontements au Soudan du Sud ont débordé sur le sol éthiopien, à hauteur de Gambela où les Nuer se sont établis, faisant 208 morts et une centaine de kidnappés.

L'Éthiopie nourrit également des ambitions géopolitiques régionales. Elle entend faire du Soudan du Sud une zone d'influence, ce qui mettrait à mal les relations amicales entre Addis-Abeba et Kampala²⁴.

Les implications grandissantes du Caire au côté de Juba sont devenues de plus en plus suspicieuses pour Addis-Abeba. Deux officiels égyptiens auraient été envoyés à Asmara pour mettre à mal la position régionale d'Addis-Abeba dans la région et ce, sans compter ses soutiens avoués ou inavoués à l'insurrection Oromo en Éthiopie, une accusation qui reste tout de même à vérifier. Addis-Abeba supportera-t-elle d'être prise en tenaille entre Juba et Asmara par l'Égypte? C'est la grande inconnue sur laquelle probablement « les Romains s'empoigneront ».

II.2.2. Le Soudan, une puissance aux antipodes

II.2.2.1. Face au bloc régional allié de Juba

Face à ces enjeux stratégiques, quelle est l'attitude de Khartoum ? Le déploiement des troupes de l'armée ougandaise (UPDF) dans une région frontalière au Soudan ne risque-t-il pas d'attirer l'ire de Khartoum ? Pourtant, nul n'ignore que les deux pays entretiennent des relations tumultueuses, témoignant de leurs soutiens aux mouvements subversifs dirigés contre leur souveraineté respective. Rappelons que de la même manière que l'Armée de résistance du seigneur (LRA), un groupe politico-religieux extrémiste ougandais a été soutenu par Khartoum, Kampala à son tour a soutenu les forces rebelles de la SPLA dont les leaders sont actuellement au sommet de l'État sud-soudanais²⁵. En outre, il faut souligner que Khartoum avait apporté son soutien aux groupes islamistes des Forces démocratiques alliées-Armée Nationale de Libération de l'Ouganda (ADF-NALU) qui ont tenté plusieurs fois de renverser le régime de Kampala et dont la base-arrière était établie sur la colline escarpée du mont Ruwenzori située entre la RDC et l'Ouganda²⁶.

²³ Wondo, J.J., *Enjeux (géo)politiques du passage du chef rebelle sud-soudanais Riek Machar et de la présence de ses troupes en RDC*. Disponible sur <http://desc-wondo.org/fr/enjeux-geopolitiques-du-passage-du-chef-rebelle-sud-soudanais-riek-machar-et-de-la-presence-de-ses-troupes-en-rdc-jj-wondo/>, consulté le 20 septembre 2016.

²⁴ Andrew Korypbo, *L'effondrement total du Sud-Soudan pourrait détruire l'Afrique centrale et orientale*. Disponible sur <http://www.mondialisation.ca/leffondrement-total-du-sud-soudan-pourrait-detruire-lafrique-centrale-et-orientale/5585575>, consulté le 15 septembre 2017.

²⁵ Tshiyembe Mwayila, *Géopolitique de paix en Afrique médiane. Angola, Burundi, République Démocratique du Congo, République du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 2003. Lire aussi Agenonga Chober, « L'Armée de Résistance du seigneur et les menaces transfrontalières : des ripostes sécuritaires régionales insuffisantes et trop peu coordonnées », In *Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix*, Note d'Analyse Politique n°41, juillet 2016.

²⁶ Thierry Virculon et Jean Battery, « L'islamisme radical en République Démocratique du Congo : entre mythe et manipulation », in *Note de l'IFRI*, février 2017. Lire aussi Agenonga Chober, « Opérations militaires face aux

En effet, Khartoum n'assiste pas impuissant face à la nouvelle donne géopolitique. Il constitue un soutien important pour Machar qu'il a reçu en exil avec sa famille et ses proches. De plus, ses soutiens à des groupes armés sud-soudanais hostiles à Juba sont avérés.

Le voile sur l'appui de Khartoum a été levé, notamment pendant le conflit intercommunautaire dans l'État fédéré de Jonglei, situé à 200 kilomètres environ au nord-est de Juba et ayant comme capitale la ville de Bor.

Les Nuer et les Murle, dont une frange est nomade, ont entretenu des relations conflictuelles au cours de dernières années. Rapidement, la main de Khartoum est vue derrière cette tension. Selon un rapport d'une organisation suisse « *Small Army Survey* », des armes utilisées par la faction Murle seraient transférées par l'armée soudanaise dans sa campagne déstabilisatrice au Soudan du Sud. Il faut noter que le seigneur de guerre Murle, David Yau-Yau est farouchement opposé à Salva Kiir²⁷.

Au cours de sa visite à Khartoum en 2017, le président sud-soudanais a accusé le Soudan d'être la source d'approvisionnement en armes pour les mouvements rebelles opérant sur son sol.

II.2. Les acteurs hors du champ des rivalités

II.2.1. États Unis d'Amérique

A bien des égards, les États Unis d'Amérique pèsent lourdement sur la balance politique sud-soudanaise. Pour autant, c'est grâce aux efforts américains que le Soudan du Sud a arraché son indépendance. Pour s'en convaincre, le référendum d'auto-détermination a été supervisé par l'ancien président Barack Obama et auquel le secrétaire d'Etat, John Kerry avait participé comme observateur du déroulement du scrutin²⁸.

Mais la crise au Soudan du Sud s'aperçoit en même temps comme une lutte qui se joue à plus grande échelle dans une région disposant de la troisième plus grosse réserve d'or noir d'Afrique subsaharienne. Derrière les enjeux pétroliers, se cachent notamment les grandes puissances mondiales tels les États-Unis et la Chine. Les Américains ont incité à la création du Soudan du sud car pour eux c'était non seulement la meilleure façon de garantir la paix avec le voisin du Soudan du nord, mais surtout le moyen d'anéantir les accords pétroliers conclus par Pékin avec le Soudan du sud d'Omar El-Béchr²⁹.

A l'étape actuelle, Washington a beaucoup milité pour le renforcement en urgence des 7 600 Casques bleus de la MINUSS. Ils ont, par ailleurs, voté en février 2018 un embargo sur les armes contre le Soudan du Sud. À cela, ils ont ajouté des sanctions contre les grandes

menaces asymétriques au Kivu : un coup de pied dans la fourmière ? », in *Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix*, Note d'Analyse Politique n°43, juillet 2016.

²⁷ François Vandenriessche, « Le ralentissement du processus de paix entre les deux Soudan », in *Note d'Analyse Politique, Institut pour la Recherche et l'Enseignement sur la paix (Thinking Africa)*, n°13, janvier 2014, p.2.

²⁸ Le Figaro, *Les Etats Unis soupèsent leurs options au Soudan du Sud*. disponible sur <http://www.lefigaro.fr/international/2014/01/06/01003-20140106ARTFIG00530-les-etats-unis-soupesent-leurs-options-au-soudan-du-sud.php>, consulté le 15 septembre 2017.

²⁹ Libre Afrique, *La cris du Soudan du Sud, la vérité est ailleurs*. Disponible sur <http://www.librefrique.org/zakribledie-crisessoudandusud-270716>, consulté le 15 septembre 2017.

entreprises intervenant dans le secteur économique dans ce pays, lesquelles, de par leur financement, donnent les moyens de la guerre à l'État sud-soudanais qui s'en sert pour financer les milices armées. Il s'agit d'une stratégie visant à asphyxier les dirigeants pour qu'ils cessent d'alimenter la guerre³⁰.

Mais il apparaît que les actions américaines sont limitées dans la gestion de la crise au Soudan du Sud.

Les USA ont tout de même interrompu la formation apportée à l'armée nationale du Soudan du Sud tout en menaçant d'interrompre l'aide bilatérale à toute faction qui prendrait le pouvoir par la force.

L'attribution américaine à une intervention militaire au Soudan du Sud a conduit Washington à déléguer le pouvoir à l'Éthiopie et à l'Ouganda. Les USA exercent aussi de fortes pressions sur le président soudanais Omar el-Béchir de pouvoir renoncer son soutien à Machar.

Il faut rappeler qu'au regard des menaces sécuritaires qui perdurent au Soudan du Sud, Washington a déjà exfiltré du pays 440 de ses ressortissants, fonctionnaires et civils. Il prévoit toutefois d'avancer 49,8 millions de dollars pour gérer la crise humanitaire en cours, devant le spectre grandissant d'atrocités contre les populations civiles de part et d'autre³¹.

II.2.2. La Chine

La Chine reste intéressée de près ou de loin à la crise qui secoue le Soudan du Sud. Mais son implication n'a pas été suffisamment prouvée dans cette crise.

Elle se trouve en même temps devant un dilemme. Elle dispose des investissements à la fois au Soudan et chez son voisin du Sud³². De ce point de vue, son rôle paraîtrait comme celui d'un pompier dans cette crise.

Toutefois, la Chine serait prête à venir en aide à ses alliés dans la région, notamment l'Éthiopie. Son soutien pourra se traduire en terme de la fourniture des armes, des conseils, de la logistique et des services de renseignement, sans bien sûr aller jusqu'à patrouiller officiellement à la frontière entre l'Éthiopie et le Soudan du Sud ou impliquer ses troupes dans des futurs combats³³.

III. Objectifs de la guerre civile

Si Clausewitz a indiqué que la guerre constitue la continuation de la politique par d'autres moyens, force est de souligner que Machar veut clairement décapiter le régime de Juba en vue de prendre le pouvoir. Ce serait de la pure « illusion paradigmatique », les termes de Jean-François Matress, pour se limiter singulièrement à la dimension politique de la crise.

³⁰ RFI, Afrique matin, le 24 mars 2018.

³¹ Ibidem.

³²

³³ Andrew Korybko, Guerre hybride 8. L'effondrement total du Sud-Soudan pourrait détruire l'Afrique centrale et orientale. Disponible sur <http://lesakerfrancophone.fr/guerre-hybride-8-leffondrement-total-du-sud-soudan-pourrait-detruire-lafrique-centrale-et-orientale>, consulté le 15 septembre 2017.

Le contrôle de la manne pétrolière semble un des objectifs des conflits armés au Soudan du Sud. Autrement dit, l'objectif des protagonistes consiste également à s'emparer des régions regorgeant le pétrole pour en assurer le contrôle dans la mesure où, 98% de l'économie du jeune État repose sur les exportations de son or noir.

Cet objectif doit être considéré comme étant le moteur de la crise. Pour s'en convaincre, la majeure partie des affrontements entre les belligérants se sont déroulés dans les régions pétrolifères telles que la ville de Bor, de Bentiu ou encore celle de Leer³⁴.

Si Machar nourrit les ambitions de déboulonner Salva Kiir du pouvoir, force est de souligner que les alliés de Juba sont farouchement opposés à l'éviction de Salva Kiir du sommet de l'Etat sud-soudanais.

Machar a souvent apparu comme proche de Khartoum. Or, Omar El-Béchir n'est pas en odeur de sainteté avec Museveni, le président ougandais. Les rivalités entre les deux capitales remontent à la résurgence de la LRA, dirigée par Joseph Kony. La LRA a été entretenue par Khartoum avant d'être lâchée. Elle visait le renversement du régime de Museveni pour instaurer un Etat théocratique en Ouganda, régenté par les dix commandements bibliques comme Constitution³⁵.

De plus, Khartoum a été pointé du doigt de soutenir d'autres groupes islamistes qui combattaient le régime de Museveni. Il s'agit de *Allied Defense Force (ADF)* et *National Army for the Liberation of Uganda (NALU)* qui se servaient du territoire congolais comme base arrière³⁶.

IV. Moyens de la guerre civile

D'entrée de jeu, il y a lieu de souligner que les alliances stratégiques constituent le premier moyen dont les acteurs se sont dotés. Le régime de Juba bénéficie des soutiens de l'Ouganda, de l'Égypte, du Kenya...De leur côté, les forces rebelles bénéficiaient des soutiens de Khartoum, Asmara et Éthiopie.

De plus, les soutiens entre les acteurs sont aussi militaires et opérationnels. Sur ce, l'appui ougandais se traduit, concrètement, par le déploiement d'une troupe imposante dont l'effectif des militaires pouvant varier entre 2000 et 5000 hommes³⁷. L'Égypte, elle-aussi, s'est engagée à déployer 4 000 soldats au Soudan du Sud en guise de soutien au régime en place.

³⁴ Libre Afrique, *La crise du Soudan du Sud, la vérité est ailleurs*. Disponible sur <http://www.librefrique.org/zakribledie-crisessoudandusud-270716>, consulté le 15 septembre 2017.

³⁵ Piquemal, L., « La guerre au Nord de l'Ouganda : une "solution militaire" sans issue ? », in *Afrique contemporaine* 2004/1 (n° 209), pp. 141-161 ; Steven Spittaels et Filip Hilgert, *Cartographie des motivations derrière les conflits : Province Orientale (RDC)*, Anvers, 2010, p.7.

³⁶ Adolpge Agenonga Chober, *Ressources transfrontalières du Lac Albert, nouvelle donne d'intégration régionale ou de confrontation militaire ?* Note d'Analyse Politique n°59, Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix en Afrique, janvier 2017, p.4 ; International Crisis Group, *L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU*, Nairobi/Bruxelles, Briefing Afrique n°93, 2012, p.1. ; Romkema, H., *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, Washington, MRDP, 2007, p.9.

³⁷ Impact de la crise sud-soudanaise dans la région. Disponible sur <http://www.portail-humanitaire.org/news/actu/2016-07-13-Soudan-du-Sud-salva-kiir-et-ryek-machar-ordonnent-un-cessez-le-feu-immediat>, consulté le 2 septembre 2016. Le lien ne renvoie pas à l'article lequel ne précise ni le nombre de

Les soutiens mobilisés par les alliés de Juba sont aussi financiers, logistiques et matériels. Dans le cadre des liens entretenus entre Juba et Kampala, le rapport onusien a indiqué que Kiir aurait signé un contrat estimé à 35,5 millions de dollars américains pour lui permettre d'acquérir quatre hélicoptères de combat d'une firme ougandaise³⁸.

Il faut souligner, par ailleurs, que depuis janvier 2017, Le Caire a mis à la disposition de Juba un Antonov utilisé pour bombarder les abords de Malakal aux mains des forces rebelles de Riek Machar³⁹.

V. Conséquences internes de la guerre civile

V.1. Du point de vue économique

La guerre civile au Soudan, selon l'agence Frontier Economics, aurait coûté autour de 25 milliards de dollars. Selon les estimations, si ce conflit perdurait au cours de vingt prochaines années, elle pourrait coûter jusqu'à 150 milliards de dollars américains⁴⁰.

Cette vulnérabilité est due à la fragilité de l'économie nationale et son extrême dépendance envers le pétrole qui représente 60 % de son PIB. En 2014, la production a baissé d'un tiers et ses ressources ont donc chuté.

De plus, le conflit a conduit à la destruction d'infrastructures, au blocage de l'agriculture ou à l'absence des investissements privés et publics.

Enfin, le coût humain du conflit – morts, faim et maladies – a également d'importantes répercussions économiques à plus long terme. À eux seuls, les effets de la faim sur la productivité de la main d'œuvre pourraient ainsi représenter une perte de PIB de 6 milliards de US\$ supplémentaires si le conflit devait durer encore 5 ans.

V.2. Du point de vue militaire

Les dépenses du Soudan du Sud dans le domaine de la sécurité ont paradoxalement augmenté et pourraient encore augmenter de 2,2 milliards américains supplémentaires si le conflit durait 5 années de plus. Les économies réalisées en matière de dépenses militaires qui résulteraient de la résolution du conflit sous une année permettraient au Soudan du Sud d'allouer 20 % de son budget à l'éducation et ainsi de remplir l'objectif recommandé à l'échelle internationale⁴¹.

troupes ni l'impact de la crise sud-soudanaise dans la région, on le trouve sur Jeune Afrique où il a été originellement publié le 11 juillet 2016 : <http://www.jeuneafrique.com/340817/politique/soudan-sud-president-salva-kiir-ordonne-cessez-feu-immédiat/>,

³⁸Jeune Afrique, *Soudan du Sud : les experts de l'ONU demandent des sanctions contre Salva Kiir et Riek Machar*. Disponible sur <http://www.un.org/press/fr/2015/ces12029.com.htm>, consulté le 10 octobre 2016.

³⁹ *Ibid.*

³⁹ Lettre de l'Océan Indien, Paris, n°1444, 10 février 2017, p.3.

⁴⁰ RFI, *Soudan du Sud: une guerre aux conséquences économiques désastreuses*. Disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20150116-soudan-sud-une-guerre-consequences-economiques-desastreuses>, consulté le 14 septembre 2017.

⁴¹ Salim Ahmed Salim, *Soudan du Sud : Le coût de la guerre : Estimation des coûts économiques et financiers associés à la perpétuation du conflit*, rapport de Frontier Economics en collaboration avec le CECORE et le CPDS, janvier 2015, p.5.

V.3. Du point de vue sociopolitique

La crise politique au Soudan du Sud menace directement la cohésion nationale. Désormais, une ligne de fracture apparaît entre, d'une part, les Dinka et les Darfouris constituant une frange majoritaire et, d'autre part, les Nuer et Shilluk, deuxièmes de par leur poids démographique. La communauté Dinka représente autour de 15% de la population estimée à 10 millions d'habitants⁴².

Les deux leaders n'ont pas hésité à manipuler leur appartenance communautaire pour alimenter la crise. En visitant les annales de l'histoire politique du Soudan du Sud, dès la dissidence de Machar de la SPLA vers la fin de la décennie 80, il apparut des attaques contre les Dinka. Le regain de ce clivage a eu des conséquences fâcheuses sur la cohésion sociale au Soudan du Sud, comme en témoignent les attaques de la SPLA à Malakal et à Juba.

À Malakal par exemple, les attaques de l'armée contre le camp des déplacés visaient les communautés Nuer et Shilluk. Rappelons qu'à la veille de ce raid, les communautés Dinka et les Darfouris avaient quitté le camp, ce qui peut s'interpréter comme une évacuation en prévision de l'exécution de ce crime ayant visé les Nuer et les Shilluk⁴³.

Des meurtres ciblés ont été dirigés contre les Nuer par les combattants loyalistes à Juba. Notamment au sein de l'hôtel Bedale dans le quartier Atlabara où de militaires loyalistes ont fait irruption à la trousse des Nuer dont certains ont été abattus⁴⁴.

Face à l'horreur des violences, les Nuer n'ont autre choix que de chercher refuge auprès de la MINUSS. Bentiu, deuxième ville du Soudan du Sud abrite des dizaines de milliers de déplacés dont les Nuer constituent la tranche la plus importante fuyant les exactions des militaires loyalistes⁴⁵.

V.4. Du point de vue humanitaire

D'après le Système intégré de classification par phases de la sécurité alimentaire (IPC), 5,5 millions de personnes sont menacées d'une grave insécurité alimentaire. De plus, 100 000 personnes sont en proie à la famine dans 2 comtés de l'État d'Unité, d'après l'ONU.

Dans la grande région de l'Équatoria, traditionnellement considérée comme le « panier à pain » du pays, les combats entravent les routes d'approvisionnement alimentaire et environ 50% de l'ensemble des récoltes ont été perdues dans les zones touchées par le conflit⁴⁶.

⁴² Jean-Jacques Wondo, *Enjeux (géo)politiques du passage du rebelle sud-soudanais Riek Machar et de la présence de ses troupes en RDC*. Lien déjà cité.

⁴³ RFI, *Malakal : la défaillance des casques bleus au Soudan du Sud avérée*. Disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/2010623-soudan-sud-onu-humanitaire-casques-bleus-attaque-malakal>, consulté le 2 septembre 2016.

⁴⁴ Human Right Watch, *Soudan du Sud : Meurtres, viols et pillages à Juba*. Lien déjà cité.

⁴⁵ Bruno Meyerfeld, *Le camp de réfugiés de Bentiu, deuxième ville du Soudan du Sud*. Disponible sur <http://www.lemonde.fr/photo/visuel/2015/11/02/le-camp-de-refugies-de-bentiu-deuxieme-ville-du-soudan-du-sud4801667478907.html>, consulté le 10 octobre 2016.

⁴⁶ Fiche-info ECHO, *Crise au Soudan du Sud*, février 2017, p.1.

Cette catastrophe humanitaire a engendré le déplacement de 1,89 million de personnes environ à l'intérieur du pays. Un nombre estimé à de 224 000 personnes vivent au sein des zones de protection des civils (PoC) de 6 bases de l'ONU, et 1,5 million de Sud-Soudanais ont trouvé refuge en Éthiopie, au Kenya, au Soudan et en Ouganda.

Plus de 725000 Sud-Soudanais vivent actuellement en Ouganda. En 2017, chaque jour, en moyenne 4700 nouveaux réfugiés traversaient la frontière ougandaise.

Par ailleurs, le secteur de la santé s'est complètement effondré. Depuis décembre 2013, 106 établissements sanitaires ont été fermés et d'autres ont été pillés ou détruits. Ce qui a entraîné plus de 2 millions de cas et 558 décès. Il en résulte aussi la recrudescence et la persistance de la plus longue épidémie de choléra que le pays ait connu ces dernières années, provoquant 3962 cas en 2016. En plus de la malaria, les enfants de moins de cinq ans souffrent particulièrement d'une malnutrition sévère.